

**Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie (1944-1981), Une histoire économique du politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, 467 p.**

**Gerassimos Moschonas**



Le stéréotype d'incompétence économique suit le socialisme français comme son ombre. Ce stéréotype est le point de départ du livre de Mathieu Fulla. L'objectif central de l'ouvrage – issu d'une thèse d'histoire sous la direction de Marc Lazar – est l'étude de la contribution de l'expertise économique à la production du discours économique des socialistes français dans la période qui s'étend de 1944 à la victoire de François Mitterrand en 1981. L'ouvrage, centré sur « cette zone d'ombre historiographique et chronologique » (p. 25), aspire à combler un vide de recherche, les travaux sur les politiques économiques portant surtout sur les périodes gouvernementales socialistes – notamment sur celles du Front populaire et des années Mitterrand. L'angle d'approche choisi est original : percer les secrets de fabrication de l'identité socialiste en matière économique en resserrant la focale « sur l'acteur clé de la "salle des machines" : l'expert engagé » (p. 28-29).

Cependant, la portée du livre dépasse cet objectif. Car, étudier le processus d'élaboration des politiques économiques, spécifier les caractéristiques et l'impact de ce *mixtum compositum* que sont les experts engagés, implique d'intégrer les traits et le rôle de ces derniers dans l'ensemble de la dynamique partisane socialiste. Élargir le mouvement de la caméra, sans l'élargir abusivement, est la condition *sine qua non* du succès, condition nécessaire mais pas suffisante, de la stratégie de recherche adoptée par l'auteur. De fait, le livre s'étend en perspective, l'horizon s'ouvre de tous côtés, et l'auteur fait défiler devant nos yeux presque quarante ans d'histoire socialiste. Une galerie de tableaux successifs, détaillés et expressifs, rythme la narration chronologique de Mathieu Fulla. De petits épisodes et de grandes tendances structurelles, des leaders connus et des experts aujourd'hui oubliés, des syndicalistes, des chefs d'entreprise, des commis d'État, des laboratoires d'idées et des clubs politiques, des rapports et des notes sur l'économie et les finances publiques du pays

et, bien évidemment, les tempêtes et les phases d'épanouissement de la longue histoire du socialisme français forment ce qui semble être la toile de fond de l'ouvrage. La toile de fond ? Pas tout à fait. La reconstitution des faits qu'entreprend Mathieu Fulla est en elle-même importante, voire importante au plus haut degré : elle est au cœur de la démonstration, à la fois partie du décor, condition de la cohérence de l'ensemble et au noyau de l'argument principal. Pour résumer, l'auteur vise à rendre intelligibles les mécanismes concrets d'élaboration de la pensée économique des socialistes et, pour y parvenir, il nous livre une vaste fresque non seulement du positionnement économique socialiste et des secrets de la production de ce positionnement, mais aussi une fresque – certes, à partir d'un angle d'attaque bien particulier – de l'histoire politique du socialisme français depuis 1944 à 1981, et même au-delà<sup>1</sup>.

Mathieu Fulla distingue quatre phases dans l'élaboration de la pensée économique socialiste et, symétriquement, le livre est conçu en quatre parties de trois chapitres chacune.

Les années 1944-1958 font l'objet des trois premiers chapitres. Pendant cette phase, les socialistes ont souvent exercé le pouvoir dans le cadre de coalitions et, notamment depuis le début de la guerre froide (1947), dans le cadre des coalitions de Troisième Force. Hésitants entre leur dirigisme idéologique et le marché, entre leur esprit anticapitaliste et l'adaptation aux dynamiques économiques de la reconstruction, entre la grande référence marxiste, une certaine admiration pour les expériences travailliste et scandinaves et le rejet doctrinal du keynésianisme (p. 86-90), ils avaient de grandes difficultés à proposer une politique économique cohérente. Face à l'hostilité, voire au mépris, des grands commis d'État, face au plus grand rayonnement des élaborations mendésistes et communistes, le socialisme économique a été marginalisé. Son expertise qui ne manquait pas de talent (constituée d'anciens planistes, de parlementaires spécialistes et de syndicalistes de la Force Ouvrière), isolée du vivier des économistes d'État, méconnaissait les codes de la « nouvelle orthodoxie expansionniste » (p. 91). L'échec du gouvernement de Guy Mollet (1956-1958), lequel s'est voulu au plan social le grand continuateur de Léon Blum et du Front populaire (p. 123), a entretenu et amplifié la mauvaise réputation de « videurs de caisses » des socialistes (p. 117-118, 120). Leur discrédit économique paraît pourtant anormal et disproportionné si on le détache du contexte dans lequel il s'est inscrit, à savoir la centralité de la question algérienne. La SFIO, marquée au fer rouge par le « national-mollétisme » (p. 124), a été largement discréditée à gauche par sa politique algérienne. Cet échec sans beauté a fait très mal. Il a touché l'identité socialiste la plus intime.

La deuxième partie (1958-1968) est consacrée à la réinvention du socialisme économique dans l'opposition (chapitres 4 à 6). Compte tenu de la crise de la SFIO (et de la scission de 1958), le renouveau du socialisme économique, notamment pendant les premières années de la période en question, passe largement, selon

---

<sup>1</sup> L'auteur dans la Conclusion étend son analyse jusqu'à la période de la présidence de François Hollande.

l'auteur, par les marges socialistes et socialisantes (notamment : PSA et, ensuite, PSU, club Jean-Moulin, une partie de la CFTC) (p. 129). La majorité mollétiste de la SFIO se montre hermétique à la diffusion d'une synthèse de keynésianisme et de planification démocratique (keynésiano-mendésisme selon le terme préféré par Mathieu Fulla), qui s'impose sous des versions plurielles et assez flottantes au sein des gauches dissidentes (p. 127). Pendant les années 1958-1968, le renouvellement de l'expertise socialiste est important. L'engagement dans les structures socialistes, notamment celles situées en dehors du *mainstream* organisationnel de la vieille maison, de hauts fonctionnaires venant des bastions de l'administration économique et financière constitue une nouvelle donne. Il est remarquable de noter que, malgré les querelles qui agitent fortement un espace politique émietté (mais pas trop), la convergence des analyses des économistes de la gauche non communiste est importante. Cette convergence « à forte teinte keynésiano-mendésiste » (p. 199) est cependant sujette au primat du politique. La stratégie de synthèse (p. 177-181) du candidat Mitterrand aux élections présidentielles de 1965 et le « flou volontaire » de son programme économique (p. 181) obéissent à ce primat du politique. La marxisation du discours du futur président de la République, à la suite du rapprochement de la FGDS avec le PCF, un « énième jeu de bascule entre Marx et Keynes, cette fois au bénéfice du premier » (p. 186), fait partie de la même démarche composite, où la tactique et la stratégie s'entremêlent avec l'analyse économique – et la dominant tout en étant influencées par cette dernière. Le gauchissement anticapitaliste du franc-tireur (p. 163) qu'est le PSU, au sein duquel les experts à posture « keynésiano-mendésiste » avaient le dessus, relève de la même logique.

La troisième phase (1968-1974) de l'évolution du socialisme économique est l'objet des chapitres 7 à 9. Le titre de cette partie (« L'Union de la Gauche entre Marx, Keynes et autogestion ») est très évocateur des enjeux et des débats passionnés qui dominent l'espace socialiste durant toute cette période. La fièvre transformatrice générée par Mai 1968 et la défaite cuisante de la « gauche responsable », représentée par Gaston Defferre aux élections présidentielles de 1969, ainsi que le rapprochement avec le PCF, érigé en priorité par Alain Savary, le successeur de Guy Mollet, conduisent à une nouvelle marxisation de la gauche non communiste (p. 211). Bien évidemment, le retour en grâce d'une approche économique marxisante se renforce davantage depuis le moment clé d'Épinay. L'économique et le social servent – encore une fois – de monnaie d'échange à la conclusion d'un accord politique avec le PCF (p. 212). La synthèse marxiste-keynésienne, avec une dose plus ou moins forte d'autogestion, est l'épicentre du discours public socialiste. Et ceci en dépit du fait que la majorité des « économistes engagés » demeure fidèle à une sorte de keynésianisme de gauche. La critique des régimes sociaux-démocrates – et, en particulier, du modèle suédois – est la règle (pp. 218-220, 227, 233), s'intégrant dans une stratégie, ô combien classique, de troisième voie « entre collectivisme et réformisme de type social-démocrate » (p. 233). En réalité, dans les années 1970, le rejet de la social-démocratie a joué, selon le mot pertinent d'Alain Bergounioux, le rôle de « repoussoir tactique » dans un débat principalement « franco-français<sup>2</sup> ». Ainsi, le familier « plus marxiste que moi, tu meurs » prévaut dans le vocabulaire des états-majors socialistes,

---

2 Alain Bergounioux, « Socialisme français et social-démocratie européenne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 65, janvier-mars 2000, p. 98. [http://www.persee.fr/doc/xxs\\_0294-1759\\_2000\\_num\\_65\\_1\\_2875](http://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_2000_num_65_1_2875). (Accès : 6/10/2017).

même si leur approche économique demeure au fond composite et solidement adossée à un raisonnement keynésien. Notons ici que les trois pôles majeurs de l'expertise, analysés dans l'excellent chapitre 9, représentent une grande mutation et modernisation de la "salle des machines" socialiste.

La dernière partie (chapitres 10 à 13) couvre la période qui suit la courte défaite électorale de 1974. « Construire une alternative crédible au giscardisme sans (trop) contrarier les communistes » (p. 317) est la ligne directrice qui domine le PS et son leader. Le triangle thématique « planification démocratique – nationalisations – autogestion », un triangle flexible qui représente toutes les sensibilités de la gauche socialiste, a offert un terrain bien tentant pour les bons tacticiens du parti (tous courants compris). Bien évidemment, le mitterrandisme a excellé dans ce genre d'exercice. « La navigation à vue », selon la formule de Mathieu Fulla, « du discours mitterrandiste officiel entre marxisme, keynésianisme et autogestion selon l'ennemi à combattre est plus que jamais d'actualité » (p. 298). La gestion flexible de la relation difficile avec le PCF et de sa « stratégie du soupçon » (p. 346), la mise en minorité, également flexible, des rocardiens et du CERES, l'interprétation initialement minimaliste du programme commun, le grand retour du maximalisme économique et de la brutalité idéologique à la veille du congrès de Metz (avril 1979) – afin de briser l'influence et l'ambition présidentielle de Michel Rocard (p. 361-370) – ont montré que le mitterrandisme fut surtout un pragmatisme politique avant d'être ou de devenir, un « pragmatisme économique » (terme de Mathieu Fulla, p. 361).

Concernant la longue durée de la production économique des socialistes français, les constats de l'auteur, présentés en conclusion, méritent d'être soulignés. La foi dans la capacité du politique à dicter sa loi à l'économique est une figure imposée du discours socialiste, depuis l'époque de Léon Blum, en passant par Guy Mollet et François Mitterrand (p. 404-405). Ce type de volontarisme politique s'accompagne de la conviction qu'un gouvernement de gauche est mieux armé pour obtenir des taux de croissance supérieurs à ceux de la droite : c'est la deuxième grande continuité dans la pensée socialiste (p. 405). Le rapport très ambigu au libéralisme économique, rapport sans cesse réajusté en fonction de la conjoncture économique ou idéologique, marque également, et durablement, la constellation discursive et, encore davantage, la pratique gouvernementale des socialistes. Bien évidemment, la tendance à la valorisation économique des investissements publics, la promesse de grandes réformes fiscales, un certain faible pour les PME, un long attachement à la politique des nationalisations, souvent oubliés par les gouvernements socialistes (mais certainement pas par celui de Pierre Mauroy), font partie de ce tableau des continuités (p. 408-410).

Essayons, à partir de notre lecture du livre de Mathieu Fulla, d'élargir un peu, sous un angle comparatif, la discussion. Le socialisme français d'avant 1981 est-il exceptionnel quant à son discours et ses pratiques économiques ? Ses échecs du passé le plus lointain, qui ont engendré le stéréotype d'incompétence, sont-ils plus importants et plus marquants que ceux des autres partis sociaux-démocrates du continent ? Rien n'est moins sûr. Mathieu Fulla montre bien que l'image d'un socialisme incompétent et videur des caisses, image directement liée à la gestion des finances publiques par les gouvernements du Front populaire et de Guy Mollet, sans être fautive, est trop simpliste. Nous ajouterions que l'échec du Front populaire a été,

malgré sa gravité, bien moins dramatique comparé au désastre produit par le positionnement économique du SPD de la fin des années 1920 et du début des années 1930 ; il a aussi été moins lourd comparé à la forte dé-légitimation du travaillisme britannique engendrée par sa gestion économique de la crise et par ladite « trahison » du gouvernement Macdonald<sup>3</sup>. En réalité, dans les années 1930, ce sont les Suédois (et les Norvégiens) qui ont représenté l'exception, certainement pas les Français. La capacité des sociaux-démocrates suédois à s'identifier à la compétence économique<sup>4</sup> était unique à l'époque – une grande première pour un parti de gauche dans l'histoire de l'Europe occidentale. En revanche, en France, comme en Allemagne, en Angleterre ou ailleurs, la gauche au gouvernement (ou dans l'opposition) n'a pas échappé à la condition social-démocrate commune des années 1920 et 1930, à savoir l'absence d'une politique économique alternative. Quant au contenu des politiques, les élaborations de la SFIO des années 1920 n'étaient pas, par leur philosophie économique, différentes des politiques proposées par le travaillisme britannique ou le SPD de la même période<sup>5</sup>. Et les réformes les plus importantes mises en œuvre par les socialistes au pouvoir, sous Léon Blum et, plus tard, sous Guy Mollet, s'intégraient parfaitement au répertoire réformiste classique de la tradition sociale-démocrate européenne.

Donc, rien de bien spécifique concernant le socialisme économique français ? Ce n'est pas vrai. L'histoire que nous présente Mathieu Fulla est une histoire un peu folle. Les oscillations entre marxisme et keynésianisme et entre les différentes versions de l'un et de l'autre (et, un peu plus tard, entre les deux et l'autogestion), entre réformes de structure et réformes de répartition, entre volontarisme et pragmatisme économique, entre dirigisme et marché, entre surenchère idéologique et modération économique sont innombrables. On s'y perd. La méfiance longue, quoiqu'ambiguë, au sein de la SFIO, à l'égard du keynésianisme est, à notre connaissance, sans équivalent réel dans l'univers social-démocrate de l'époque. Le nombre de marxisations et re-marxisations du profil économique socialiste est difficile à calculer. On ne rencontre rien de vraiment comparable à cela dans les social-démocraties de l'Europe du Nord. En outre, d'un point de vue comparatif, le bal des mouvements tactiques incessants des élites socialistes, tel qu'il émerge de la lecture du livre, nous paraît déconcertant. On s'y perd encore.

« La culture de la gauche française demeure marquée par la tentation du volontarisme » ont écrit à juste titre Alain Bergounioux et Gérard Grunberg<sup>6</sup>. Une des vertus de l'ouvrage de Mathieu Fulla est de faire ressortir de manière suivie et détaillée la tendance longue au volontarisme économique (conçu ici comme une dimension spécifique, quoique centrale, de l'esprit et de la démarche volontaristes)

---

<sup>3</sup> Gerassimos Moschonas "European Social Democracy, Communism and the Erfurtian Model", dans William Outhwaite and Stephen Turner (eds), *The SAGE Handbook of Political Sociology*, London, SAGE Publications, 2017, pp. 527-528 (à paraître).

<sup>4</sup> Voir Dimitris Tsarouhas, « Sweden », dans Jean-Michel De Waele, Fabien Escalona and Mathieu Vieira (eds), *The Palgrave Handbook of Social Democracy in the European Union*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, p. 348.

<sup>5</sup> Gerassimos Moschonas, « European Social Democracy, Communism and the Erfurtian Model », *op. cit.*, p. 524-527.

<sup>6</sup> Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir, Le Parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992, p. 470.

des socialistes français. Certes, la recherche d'une synthèse combinant des approches hétérodoxes et le *mainstream* économique a marqué d'autres partis socialistes, comme, dans les années 1970 et au début des années 1980, le SAP suédois, le parti travailliste britannique, le PSOE ou, encore, le PASOK. Cependant, la présence d'un courant d'air alternatif tant au sein de l'espace organisé socialiste qu'au sein des gouvernements à direction socialiste a été plus longue et plus systématique en France qu'ailleurs. Et peu importe ici le fait que cet esprit alternatif ne s'est jamais vraiment transformé en une stratégie économique alternative structurée et réaliste.

Quelles que soient les causes générales de cette tendance longue, quelles que soient les matrices génératrices<sup>7</sup>, la singularité économique du socialisme français tient largement dans cette ambition d'une synthèse qui irait au-delà du paradigme économique dominant. Le degré, plus fort qu'au sein d'autres partis sociaux-démocrates, de l'instrumentalisation de l'économie par le politique et le « tacticisme » exacerbé, si bien restitués par l'œuvre de Mathieu Fulla, font également partie de la différence française.

Le socialisme en France a tenté de marier des dualités idéologiques, théoriques et politiques difficiles à manier et à ménager. En un sens, il a essayé de préserver bien plus longtemps que la majorité des partis sociaux-démocrates le projet radical et les objectifs des origines. Il n'est point étonnant, donc, que les gouvernements socialistes, depuis le Front populaire et le gouvernement de Guy Mollet jusqu'aux gouvernements de Pierre Mauroy et de Lionel Jospin, aient dû jouer, jongler et tricher – bien davantage que d'autres gouvernements sociaux-démocrates en des circonstances analogues – avec les idées économiques de gauche et la tendance, liée à des contraintes économiques externes et internes, à renoncer à ces idées. Ce penchant pour des synthèses à cohésion douteuse et pour un certain volontarisme (ce dernier étant de plus en plus mis à mal depuis le tournant « traumatisant<sup>8</sup> » de 1983-1984), n'a pas vraiment desservi le PS. Il n'a pas généré, pour se rappeler Tocqueville, un « cercle fatal » dont le socialisme ne pouvait pas sortir. En effet, si les socialistes français sur le très long terme (depuis 1905) se sont distingués par leur faible présence à la tête de l'exécutif national, le PS a pu diriger, après 1981, le gouvernement plus longtemps qu'un grand nombre des partis sociaux-démocrates en Europe<sup>9</sup>. Et en toute ironie, son désastre électoral de 2017 a eu lieu dans une période où ses divergences internes étaient « bien moindres que dans les années 1970-1980<sup>10</sup> », son expertise avait été néo-libéralisée (p. 417), le cadre politique interne était « peu accueillant pour les approches hétérodoxes » (p. 418) et sa convergence avec la majorité des partis sociaux-démocrates européens était plus forte que pendant toute la période de l'après-Seconde Guerre mondiale. Tout s'est passé comme si le

---

<sup>7</sup> Nous n'allons pas engager ici, faute de pouvoir nuancer, une discussion sur la nature du socialisme français et sur les schèmes d'interprétation forgés par l'historiographie et la science politique française.

<sup>8</sup> Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *op. cit.*, p. 473.

<sup>9</sup> Selon Frédéric Sawicki, « [d]epuis la chute du mur de Berlin en 1989, si l'on prend en compte les quatorze États européens où les sociaux-démocrates disposent d'une implantation significative, [le PS] a (...) plus souvent tenu les rênes de l'exécutif que ses cousins allemand, italien, néerlandais ou belge et a fait jeu égal avec les travaillistes britanniques ». Frédéric Sawicki, « L'épreuve du pouvoir est-elle vouée à être fatale au parti socialiste ? Retour sur le quinquennat de François Hollande », *Pouvoirs*, n° 163, 2017, p. 29 (à paraître).

<sup>10</sup> Frédéric Sawicki, *ibid.*, p. 37.

socialisme français, en se rapprochant enfin de la social-démocratie, du moins en ce qui a trait au domaine économique, avais pris l'histoire à contresens.

L'ouvrage de Mathieu Fulla est original par trois aspects : par l'accent mis sur « les secrets » de fabrication du discours public socialiste mais aussi les caractéristiques et le rôle, changeants selon la période, des experts engagés ; par l'accent mis sur l'économique en tant que dimension constitutive de l'identité de l'espace partisan socialiste ; par la restitution, une certaine restitution, de l'histoire politique du socialisme français à travers le prisme de l'interrelation constante entre l'économique et le politique. Sur tous ces points, qui correspondent à autant de lacunes ou faiblesses historiographiques, l'apport de l'auteur est novateur. L'étude d'un grand nombre d'archives et de sources primaires ainsi que les entretiens réalisés avec, notamment, des « experts engagés », font partie de la force intellectuelle de l'ouvrage. Quant à la forme, l'« histoire économique du politique », qui est en même temps, et largement, une histoire politique de l'économique, est narrée en petits épisodes. L'écriture est coupée en courtes unités thématiques, minimales et rapides, ce qui rythme la lecture et la rend agréable. La structure est cohérente, les transitions (passages d'un chapitre à l'autre, d'une partie à la suivante) sont très bien gérées, et l'ensemble est servi par une plume discrète et élégante.

La principale faiblesse de cet ouvrage important réside dans le fait que son auteur n'assume pas pleinement les conséquences intellectuelles de son propre travail. Il ne montre pas assez comment son apport et ses conclusions interagissent avec d'autres approches, venant notamment de la science politique et de l'histoire politique ; et dans quelle mesure et sur quels enjeux majeurs son histoire économique du politique converge avec les approches en question, les recoupe et (ou) en diverge<sup>11</sup>. Le produit final aurait gagné en force et densité théoriques si l'auteur dialoguait davantage – précisément à partir de son propre cadre de recherche – avec les interprétations établies, généralistes ou pas, s'il traçait des lignes de différenciation et devenait plus mordant. Mathieu Fulla ne revendique pas pleinement sa propre place originale dans le paysage de la riche littérature sur le socialisme français, littérature qu'il maîtrise par ailleurs parfaitement.

Pour conclure, le livre de Mathieu Fulla est original par la construction de son sujet, imposant par la lourdeur du travail, extrêmement riche par la documentation qu'il contient, très fin et lucide par ses analyses et son approche d'ensemble. La mise en commun au sein d'une narration de tant de données primaires et secondaires constitue une véritable performance intellectuelle. Mais, surtout, en adoptant une voie thématique de recherche largement négligée, l'ouvrage comble un vrai vide historiographique. L'« histoire économique du politique » constitue un point de

---

<sup>11</sup> Ces approches sont par ailleurs toujours présentes dans les analyses de l'auteur, et non pas seulement *lato sensu*.



***Histoire@Politique***, « Comptes rendus – ouvrages », [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)  
Mis en ligne le 31 octobre 2017

passage intellectuel obligé pour ceux qui travaillent sur le socialisme français, que ce soit sous un angle économique, politique ou, encore, comparatif. On ne peut pas passer outre ce travail, il faut en passer par là, c'est bien cela qui rend la contribution de l'auteur décisive. En dépit de certaines faiblesses, Mathieu Fulla nous propose une histoire fascinante du socialisme économique en France. Un imposant travail qui mérite de trouver l'audience la plus large.